



PEVIDEM-GUIMARÃES Mi-février, Antonio Manuel, 55 ans, et Luis Miguel, 32 ans, sont licenciés par leur usine textile avec 21 collègues. Salaire mensuel: 495 euros.

LE PORTUGAL, LESSIVÉ PAR LA CRISE

EUROLAND. Chômage, retraites menacées, austérité budgétaire et industrie à l'agonie. Depuis 2008, le Portugal, comme la Grèce, subit la crise. Et alimente la migration vers la Suisse.

YVES STEINER LISBONNE ET BRAGA

Par deux fois, le portable vibre sur la table et avertit que les Lisboètes du Benfica marquent contre les Berlinoises du Herta. «Des copains au pays m'informent», s'excuse, soulagé, Helder Calixto dans un café lausannois. Arrivé à l'âge de 11 ans en Suisse, ce Portugais avait tenté en 1999 le retour au pays. Raté. Avec sa famille, il a quitté voici deux ans son «village d'immeubles moches» planté en face de Lis-

bonne, de l'autre côté du Tage. Et a retrouvé les eaux du Léman pour travailler comme informaticien à l'Ecole cantonale d'art du coin. Le confort d'ici lui manquait, la nonchalance lusitanienne l'excédait et, surtout, la crainte de perdre son job du jour au lendemain le minait. «Quand je parle avec mes amis là-bas, j'ai bien fait. Ils veulent que je leur trouve un boulot ici», rigole le *benfiquista* alors que son téléphone s'agite. A la fin de la causerie, Benfica a fait encore trem-

bler la cage de son rival allemand à deux reprises, de quoi poursuivre son aventure en Europa League de football. Ici démarre une autre aventure en direction de l'Euroland, zone monétaire en pleine crise à Athènes, à Madrid et, depuis peu, à Lisbonne. Alors que l'avion achève sa descente sur la capitale portugaise, impossible de rater l'imposant pont Vasco-de-Gama sur l'estuaire du Tage, la gare ultramoderne d'Oriente, le téléphérique qui longe les berges du parc des



Nations ou ces gratte-ciel sortis de terre avec l'Exposition universelle en 1998. Les premiers clichés impressionnent. Ajoutez une poignée de stades érigés pour l'Eurofoot en 2004, de gigantesques centres commerciaux où s'entassent les marques de l'électronique, de larges autoroutes et une ligne de TGV qui met Lisbonne à trois heures de Porto, et voilà le Portugal «bon élève» de l'Union européenne (UE). Ce pays qui a même dépêché à Bruxelles, à la fin de 2004,

un de ses anciens premiers ministres, José Manuel Barroso, pour tenir les rênes de la Commission européenne. Ce dont il s'acquitte encore aujourd'hui.

Souffrance et précarité. Jorge Henriques est fier de ce Portugal. «Le changement a été fou. Dans mon village au nord, nous n'avions pas de téléphone à la maison jusqu'en 1988», se souvient cet ingénieur, né en 1972 à Luanda, alors sous domination portugaise. Désormais, l'Angola est libre. Et Jorge Henriques a un appartement, une voiture, deux téléphones portables, trois ordinateurs, réseau sans fil et internet. Un appareil dentaire également.

Mais ce père d'une petite fille serait ravi de recevoir un appel de «Helder le Suisse» qu'il a croisé chez Motorola. Des fois que le second dégotte un job pour le premier. «Partir? Comme beaucoup, je n'hésiterais pas», jure-t-il en pointant des collègues attablés dans la cafétéria du 16 de l'avenue José-Malhoa, en dessous de son bureau lisboète. Pourquoi l'exil? C'est vrai, Jorge Henriques gagne 3500 euros par mois alors que le salaire moyen stagne à quelque 800 euros. Mieux, les fins de mois lui laissent quelques centaines d'euros d'épargne. Ce n'est pas rien dans un pays où, depuis six ans, l'endettement prospère. «Je vis bien, comme un dixième des Portugais. Mais le projet sur lequel je suis fini et, même si je travaille ici depuis dix ans, rien ne me dit qu'il y aura un job pour moi. Ma femme veut aussi partir. Elle a étudié en Allemagne et parle allemand. Ici, elle ne trouve que des emplois temporaires pour six mois ou un an et gagne moins de 1000 euros», se désole-t-il avant de pester: «Elle a même été cheffe de rayon chez Media Markt!» Lorsqu'on lui raconte l'exemple de Jorge Henriques dans son



LISBONNE Ce 25 février, la Confédération générale des travailleurs portugais manifeste dans tout le pays. Comme ici devant le Ministère du travail.

bureau de l'Université de Lisbonne, Manuel Villaverde Cabral n'est pas étonné. A bientôt 70 ans, ce sociologue jovial observe les soubresauts de la société portugaise et aime aussi taquiner les autorités politiques, de droite comme de gauche, par presse interposée. «A l'échelle des pays européens, comme des gens, cette crise a renforcé les divisions. La Grèce, l'Espagne et le Portugal paient un lourd tribut. Dans des pays comme le nôtre, à côté d'une petite partie de la population qui s'en sort et dont je fais partie, la grande majorité des Portugais souffre. Je ne suis pas sûr que

nos dirigeants le saisissent», note celui qui est aussi vice-recteur de l'université. «Il y a des indices qui méritent enquête», note le chercheur. La hausse du nombre de consultations dans les hôpitaux ou celle de la vente d'antidépresseurs. «Mais une chose est sûre, toute cette souffrance provient de la peur de perdre son travail.» Et côté emploi, ce n'est pas rose. Avec la récession, le taux de chômage a grimpé de 7,6% à 10,5% depuis 2008. Il devrait atteindre 11,2% à la fin de 2010, disent les chiffres officiels. Un taux qui tient compte des seuls inscrits, gomme les différences régiona-

COMMUNAUTÉ PORTUGAISE EN SUISSE

Une immigration croissante

Le phénomène reste peu connu et largement absent des gazettes. En vingt ans, la communauté portugaise a presque quadruplé en Suisse, surtout de ce côté-ci de la Sarine. Fin 2008, selon l'Office fédéral de la statistique, ils étaient ainsi près de 197 000. Et les Portugais d'ici sont passés du 5^e au 3^e rang en ordre d'importance dans les communautés étrangères. Si les Italiens (17,5%) et les Allemands (14,1%) restent en tête, les Portugais (11,8%) dépassent désormais les ressortissants de Serbie, du Monténégro et du Kosovo (11,1%). Surtout, la communauté lusitanienne en Helvétie augmente très vite depuis cinq ans. En 2008, 13 424 Portugais se sont installés en Suisse (contre 8000 en moyenne, entre 2003 et 2007). Seuls les Allemands font mieux avec 34 153 nouveaux arrivants, essentiellement outre-Sarine. **o vs**

les et balaise l'inégalité entre sexes. Sans parler du travail précaire quotidien de 2,6 millions de personnes avec tout juste 900 euros par mois.

Pire, selon Eurostat, 1,1 million d'entre elles ont un statut de travailleur précaire légalisé via le *recibo verde*, le reçu vert. Une bizarrerie qui touche 23% des actifs et autorise n'importe quel patron à engager sur un poste de travail un employé fixe mais en le considérant comme indépendant. La prestation de service se paie, mais pas les charges sociales. Résultat pour ces employés? Ni congés payés, ni treizième salaire.

«Pour de vrais indépendants, comme les avocats, le *recibo verde* a sa raison d'être. Mais pas pour des employés de l'hôtellerie ou des ouvriers du bâtiment! L'Etat brise nos acquis sociaux et organise sa propre fraude fiscale», tonnent Arménio Carlos et Fernando Mauricio, respectivement numéro 2 et responsable des relations internationales de la puissante Confédération générale des travailleurs portugais (CGTP), forte de 725 000 adhérents. Les deux syndicalistes insistent. Reçu vert, absence de politique industrielle ou encore, austérité budgétaire promise depuis des semaines par le gouvernement du socialiste José Socrates, tout cela «tient de l'offensive néolibérale».

Colère. Cette analyse, trois heures plus tôt avant notre rencontre, les deux syndicalistes en discutaient sur la place de Londres. Avec deux cents des leurs, ils manifestaient devant le Ministère du travail et de la solidarité sociale. Le temps d'une éclaircie froide mais bienvenue en ce mois d'hiver pluvieux sur la capitale lusitanienne. Ce 25 février en effet, la CGTP menait des actions dans tout le pays. Au début du mois, 50 000 fonctionnaires défilaient >>>



À L'ABANDON C'est en 1995 que cette fabrique de textile et de fils sur le Rio Vizela a arrêté ses machines. Situé près du village de Vila das Aves, ce monstre industriel a été fondé en 1845 et a employé jusqu'à 1500 ouvriers.

FERMÉ En janvier 2010 à Guimarães, la centaine d'ouvriers de la société de Carlos Pimenta Machado (CPM) ont été licenciés. Depuis, le bâtiment est à l'image du

FABRIQUE OLIVEIRA FERREIRA Adão Mendes, coordinateur de l'Union syndicale de Braga et ancien ouvrier du secteur textile, papote avec Anatoli, gardien ukrainien d'usines textiles fermées. Son salaire: 40 euros, les 24 heures.

>>> dans les rues de Lisbonne. Le 4 mars, neuf fonctionnaires sur dix débrayaient pour un jour. Le «printemps de la colère», prédit la presse locale. Dans la cible syndicale, le plan d'austérité que le premier ministre José Socrates dévoilera au Parlement le 25 mars, avant d'aller faire pareil à Bruxelles. Enjeu: réduire le déficit public à 3% du Produit intérieur brut d'ici à 2013, contre l'actuel 9,3%. Avec à la clé, dénonce la CGTP, des coupes dans les prestations sociales, la décote des retraites anticipées et la menace d'un gel des salaires pour le secteur public. Minoritaire au Parlement, le gouvernement refuse une

hausse d'impôts comme ses homologues grecs. Pour l'instant. «Ce gouvernement socialiste a sauvé les banques et il n'a plus d'argent pour le social», ironise Arménio Carlos. «Je critique cette option. Pourquoi ne pas aider notre industrie? Trains, métros, rails, tout est vétuste. La place pour une industrie ferroviaire existe! A l'image de tout le secteur industriel qui ne reçoit rien, mais envoie les lettres de licenciement aux ouvriers», dit-il calmement. Difficile de donner tort à Arménio Carlos. Car le Portugal a vécu en une décennie une vraie désindustrialisation, plus qu'aucun

autre membre de l'Union. Un côté obscur du miracle, masqué par une politique d'éléphants blancs, stades de foot ou autres. Les kilomètres d'autoroutes avançaient sur son sol avec l'argent de l'UE, mais le pays a laissé plonger son industrie. Comme au nord, à Braga par exemple.

Au pays du fechado. Pour arriver dans ce district non loin de la Galice espagnole, il faut suivre jusqu'à son terminus la ligne de TGV partie de Lisbonne. L'occasion de voir défiler les restes de vieux monstres de la métallurgie portugaise. Mauvais présages. Au cœur de Braga, troisième ville du pays, le nombre d'échoppes

fermées sur la piétonne Rua do Souto ne change rien à ces tristes augures. En ce matin de février, le ciel de Braga répond au tissu industriel du val d'Ave. Tous deux sont en lambeaux. Au volant, Adão Mendes fait son possible pour éviter les pièges d'une route défoncée par des camions venus charger toute sorte de vêtements commandés par des clients italiens, français ou espagnols. Tout en conduisant, le syndicaliste balance des coups de coude et ponctue chacun d'entre eux par un «fechado» pour signaler les usines fermées. A droite, à gauche, sur le flanc de la colline, en contrebas vers la ligne de

train Porto-Guimarães, les fabriques à l'abandon se comptent par dizaines. Comme cette imposante usine sur le rio Vizela, bouclée voici quinze ans après un siècle et demi d'activités. Ou cette autre, la CPM au parc industriel de São João, bâtie quand la précédente s'arrêtait. «Elle a fermé en janvier», soupire Adão Mendes. Jadis fierté nationale, au même titre que les chapeaux ou les chaussures, l'industrie textile du Portugal agonise. Durant des décennies, elle a nourri des milliers de familles ouvrières. Ce temps appartient aux livres d'histoire et les panneaux routiers sur l'Avenida da Indústria-Têxtil rouillent dans l'indifférence générale. En 2009, plus de 200 sociétés du secteur secondaire ont mis la clé sous le paillason, dont 150 pour le seul secteur textile. Résultat, le chômage de Braga surpasse la moyenne nationale, avec plus de 15%. Sous-estimation, selon l'Union syndicale que Adão Mendes coordonne. Dans sa région, à Riba de Ave, «90% des ouvriers travaillaient encore dans le textile dans les années 90», se souvient le syndicaliste. «Il n'en reste presque plus aujourd'hui, c'est fini.» A

Guimarães, autre pôle industriel de la vallée, les 13 183 chômeurs – dont 7973 femmes – se ruaient sur 286 offres d'emploi en décembre 2009.

Le sourire de l'Ukraine. A Pevidem, sur le seuil de l'usine textile João Riberio da Cunha, Maria Fernandes ne décolère pas derrière ses lunettes de soleil. Elle travaille pour à peine 500 euros. Arrivée à 14 ans dans la fabrique, elle lui est fidèle depuis trente ans. Une prime de son patron? «Rien. Cela fait des mois qu'il me doit 1300 euros d'arriérés de salaire. Une façon de nous dire de nous en aller», lance Maria Fernandes. Et comment s'en sort-elle? «On s'arrange, grâce à la famille. Mais certains prennent des crédits dans les banques.» Plus bas, sur une place du village ceinturée par les usines, Maria Fernandes interpelle deux ex-collègues. Luis Miguel, 32 ans, et Antonio Manuel, 55 ans, ont été licenciés à la mi-février. Avec 21 autres.

«Je peux passer du temps avec ma petite fille que je ne voyais qu'une demi-heure par jour avant», raconte Luis Miguel qui a appris l'anglais en regardant des films américains. A l'usine, ses journées débutaient à 6 heures du matin et se finissaient à 14 heures, après il étudiait jusqu'au soir l'informatique pour se

et ses syllabes de coton lorsqu'il parle, on sent qu'il fulmine. Car chez le vieux militant communiste, ces usines font aussi partie de l'héritage syndical et du patrimoine d'un Portugal qui, sous la dictature de Salazar, avait interdit les syndicats. En revenant à Riba de Ave, Adão Mendes tient encore à montrer l'un de ces géants, la fabrique Oliveira Ferreira, aussi grande que 26 terrains de foot. Là, un peu paumé, un gardien ouvre le portail. Son visage est connu. Cinq heures auparavant, il surveillait les abords de la CPM à São João, une fabrique devant laquelle Adão Mendes avait arrêté sa voiture. Regard doux, sourire encombré par deux dents en or, Anatoli vient d'Ukraine. Il y a dix ans, le camionneur s'est installé au val d'Ave. Maintenant, il garde jalousement ces bijoux industriels d'autrefois; 24 heures sur 24, et empoche un millier d'euros par mois. Mais il ne refuse pas de faire visiter le ventre de son monstre où s'ancrent silence et vieilles machines. Anatoli interroge alors: «C'est vrai en Espagne, cela ne va pas bien?» Oui. «Alors, je suis bien ici. La crise est moins dure à vivre.» Les Portugais peuvent bien partir en Suisse, l'Ukrainien restera au val d'Ave. ○

Regina Marques

Membre du Conseil national du Mouvement démocratique des femmes.

«Avec l'envolée du chômage, les femmes sont les grandes victimes de la crise», note cette professeure en sciences de la communication à l'Institut polytechnique de Setúbal. Et la militante, membre du Parti communiste, de livrer un torrent de chiffres. Au 3^e trimestre 2009, le taux de femmes sans emploi dépasse de dix points celui des hommes. Sur les neuf premiers mois de 2009, 48 000 ouvrières ont perdu leur poste. «Même si elles gagnent entre 70% et 75% du revenu moyen masculin, cet argent est crucial pour les ménages. Et pour elle, c'est synonyme d'espoir en l'avenir.» ○ YS



YVES STEINER

Mamadou Baila-Bâ

Militant du «Bloc de gauche» (non-communiste), Comité de SOS Racisme.

«Institutionnellement, le Portugal a reçu de bonnes notes pour sa politique d'intégration des étrangers. Cependant, après les régularisations de 2000, 2001 et 2003, les législateurs ne s'intéressent plus aux sans-papiers.» Selon ce Sénégalais arrivé illégalement voici dix-sept ans à Lisbonne, ils seraient entre 80 000 et 100 000 dans le pays, surtout dans sa capitale. Reste que la crise a accéléré le départ des clandestins, notamment venus des pays de l'Est, de l'Ukraine en particulier. «On ne construit plus rien, il n'y a plus de travail, donc les gens repartent.» ○ YS



YVES STEINER



«CELA FAIT DES MOIS QUE MON PATRON ME DOIT 1300 EUROS D'ARRIÉRÉS DE SALAIRE.»

Maria Fernandes, ouvrière chez João Riberio da Cunha, Pevidem.